

50527161 / 5

4512

(1939)

Rémunération de certains médecins chefs
ou médecins chefs adjoints

CD 7.11.39 27 VIII b (c)

Rémunération de certains médecins chefs ou médecins chefs adjoints

— — — — —

QU. VIII - Questions diverses

Rémunération de certains médecins chefs
ou médecins chefs adjoints.

B.V. COURT (b)

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises.

STENO p. 27 (c)

M. LE PRESIDENT - La proposition qui vous est soumise actuellement par M. le Directeur Général a pour objet de relever le traitement de 4 médecins-chefs ou médecins-chefs adjoints dont la situation est nettement inférieure à celle de leurs collègues.

M. le Directeur Général m'avait d'abord présenté des propositions beaucoup plus larges, portant sur la refonte générale du régime des traitements alloués aux médecins-chefs et à leurs adjoints.

J'ai estimé que, dans les circonstances actuelles, il était peut-être inopportun d'aller aussi loin : nous ne pouvons faire des générosités et accorder aux médecins des augmentations de traitement parfois considérables quand, par ailleurs, la situation de notre personnel est souvent difficile.

J'ai donc demandé à M. le Directeur Général de se borner, dans ses propositions, à réparer les inégalités ~~xxx~~ les plus voyantes. ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~. D'autant plus qu'il me paraît difficile que nous prenions une décision sur la rémunération à allouer aux médecins de la S.N.C.F. , tant que ne sera pas tranchée la question plus générale de la réorganisation du Service Médical ; or, l'étude de cette dernière question, qui est en cours depuis un an et demi, n'a pas encore abouti.

cette dernière question, je vous propose de limiter notre examen aux quatre cas qui nous sont soumis, à savoir ceux de M.M. BIDERMANN, ALIBERT, GODLEWSKY et LEROLLE. M.M. BIDERMANN et ALIBERT appartiennent à la Région de l'Est ; M. GODLEWSKY à celle du Sud-Ouest et le Docteur LEROLLE est médecin-adjoint du Sanatorium de Sérécourt.

M. GRIMPET.- Je voudrais savoir comment on peut apprécier le temps effectivement consacré par les médecins en chef et leurs adjoints à la S.N.C.F., quand ils ne doivent consacrer à celle-ci qu'une fraction de ce temps. Je vois, par exemple, d'après le tableau qui nous a été communiqué, que le Docteur RIVET consacre à la S.N.C.F. 75 % de son temps ; le Docteur BIDERMANN, 90 %, le Docteur ALIBERT, 75 % et le Docteur ^{GILBERT} ~~ALIBERT~~ DREYFUS, 30 %, etc... quand il s'agit de 50 %, on comprend aisément que ces médecins viennent à leur cabinet le matin ou l'après-midi, autrement dit la moitié de leur temps. Mais, comment pouvez-vous estimer qu'un médecin consacre 90 % ou 75 % de son temps au service de la S.N.C.F. ?

M. LE BESNERAIS.- Ces pourcentages sont approximatifs et donnent un ordre de grandeur.

M. MARLIO.- Ils peuvent représenter une partie de la matinée ou une partie de l'après-midi.

M. LE BESNERAIS.- A vrai dire, nous nous trouvons devant des situations de fait. Par exemple, en ce qui concerne le Docteur BIDERMANN, qui consacre 90 % de son temps à la S.N.C.F., cela veut simplement dire que ce Docteur s'est réservé la possibilité de faire un peu de clientèle à côté.

M. GRIMPET.- Je comprends qu'on ménage les situations acquises, voire qu'on les respecte dans une certaine mesure. Mais, du moment ^{où} ~~xxx~~ l'on redresse la situation de certains médecins, je me demande s'il ne serait pas ~~xxx~~ opportun d'en profiter pour corriger, en ce qui les concerne, nos errements actuels.

M. LE BESNERAIS.- Ainsi que le rappelait M. le Président, la question de la réorganisation de notre Service Médical n'est pas résolue, et je comprends très bien que l'on ne veuille pas régler auparavant la question des traitements de nos médecins. Quand j'avais soumis mes premières propositions à M. le Président, je pensais que la réorganisation de notre Service Médical serait réglée à brève échéance; aussi, mes propositions comportaient-elles une refonte d'ensemble pour harmoniser les traitements des médecins. Cette refonte comportait, à la fois, pour l'avenir, des augmentations et des diminutions. Bien entendu, étant donné les circonstances, il y a lieu de remettre à plus tard cette révision et je ne vous saisis aujourd'hui que du redressement de quatre situations ~~particulièrement~~ particulières qui, vraiment, présentent quelque chose d'aberrant par rapport à la situation générale de nos médecins-chefs et médecins-chefs adjoints.

M. ARON.- Je ne prendrai pas parti ~~sur~~ sur le fond de la question générale, car, aucun de nous, je crois, ne désire exprimer son avis actuellement là-dessus. A s'en tenir aux propositions fragmentaires qui nous sont faites, je ne conteste pas le point de vue de l'équité qui est en jeu en l'espèce. Mais je ^{me} demande s'il est opportun de modifier le traitement de certains de nos médecins, au moment où il a été décidé qu'aucun avancement ne serait accordé au personnel. Puisque les situations présentes doivent être cristallisées pour le temps de guerre, pourquoi donner un avantage à certains ?

M. LE BESNERAIS. - Nous avons fait des exceptions concernant certains fonctionnaires pour lesquels le tableau n'était pas prêt au 1er juillet. Leur avancement a eu un effet rétroactif. Or, en l'espèce, j'avais fait une proposition bien avant que la mesure d'ordre général, dont parle M. ARON, soit intervenue.

M. LE PRESIDENT. - En fait, en effet, le Directeur Général m'avait fait ses propositions il y a plusieurs mois.

M. ARON. - Je reconnais que, même pour les fonctionnaires de l'Etat, on a été parfois très large dans l'interprétation des textes comportant l'interdiction de tout avancement pendant la guerre.

M. LE BESNERAIS. - Mes propositions datent du 4 mai.

M. ARON. - Je retire mon observation.

M. LE PRESIDENT. - D'ailleurs, les propositions faites sont modérées. Il s'agit de donner environ 9.000 fr de plus au Docteur DIBERNMANN, 8.000 au Docteur ALIBERT, 6.000 fr au Docteur GODLEWSKY, 3.600 fr au Docteur LEROLLE.

M. GRIMPRET. - Je maintiens tout de même mon observation au sujet de l'évaluation du temps que nos médecins-chefs et leurs adjoints consacrent à la Société Nationale. Je crains que cela ne donne lieu à des abus. Je demande qu'il en soit pris acte.

M. LE BESNERAIS. - Il est certain que cette évaluation est assez arbitraire. J'examinerai la question.

M. GRIMPRET. - Lorsqu'un médecin nous consacre une demi-journée, complète, l'évaluation est facile à faire ; mais je

persiste à penser que les évaluations à 10 %, à 30 %, à 75 % ou à 90 % sont vraiment arbitraires.

M. LE PRESIDENT. - Nous avons cependant intérêt à ce que nos médecins-chefs conservent un service d'hôpital. Nous en retirons des avantages pour nos agents.

En fait, nous n'avons pas de médecins-chefs qui nous consacrent tout leur temps. Seuls, quelques médecins adjoints sont dans ce cas.

M. LE PRESIDENT. - Quand nos médecins-chefs sont attachés à un hôpital, ils prennent nos malades dans leur service.

M. GOY. - Nous avons, en effet, intérêt à avoir des médecins et des chirurgiens des hôpitaux pour y faire admettre nos agents malades plus facilement.

M. MARLIO. - Le cas est particulièrement intéressant pour certains médecins spécialistes, oto-rhino-laryngologistes ou ophtalmologistes par exemple : ces affections ne nécessitent pas des interventions immédiates. D'autre part, le nombre de ces affections n'est pas très élevé ; nous avons intérêt à ce que ces spécialistes nous consacrent une ou deux séances seulement par semaine, soit une très petite part de leur activité professionnelle.

M. LE PRESIDENT. - La question des spécialistes est toute différente de celle des médecins-chefs ou de leurs adjoints. Ils ont tous une activité professionnelle en dehors de la S.N.C.F.

M. LE PRESIDENT. - En définitive, le Comité est d'accord pour approuver les propositions présentées par le Directeur

M. LE PRESIDENT. - Nous avons fait des évaluations pour certains fonctionnaires pour lesquels la question n'est pas posée en fait. Pour eux, nous avons fait une proposition de 10 %, en l'espèce, j'avais fait une proposition de 10 % avant que la question d'ordre général, dans l'ordre, soit intervenue.

M. LE PRESIDENT. - En fait, en effet, le Directeur Général n'a jamais fait une proposition si y a plusieurs mois.

M. AGON. - Je rassure que, même pour les fonctionnaires de l'Etat on a été très large dans l'interprétation des textes concernant l'indemnité de tout événement pendant la guerre.

M. LE PRESIDENT. - Les propositions dans cet ordre.

M. AGON. - Je récite mon observation.

M. LE PRESIDENT. - D'ailleurs, les propositions faites sont modestes. Il s'agit de donner environ 2.000 fr de plus au Docteur BERNARD, 2.000 au Docteur ALLIOT, 2.000 fr au Docteur GONZALEZ, 2.000 fr au Docteur LEROUX.

M. GRIMPEL. - Je maintiens tout de même mon observation sur ce sujet de l'évaluation du temps que nos médecins-chefs et leurs adjoints consacrent à la Société Nationale. Je crains que cela ne donne lieu à des abus. Je demande qu'il en soit pris acte.

M. LE PRESIDENT. - Il est certain que cette évaluation est assez explicite. L'examen de la question.

M. GRIMPEL. - Lorsque un médecin nous consacre une demi-journée, compléte, l'évaluation est facile à faire ; mais je

général, en ce qui concerne le relèvement des traitements des Docteurs EIDERMANN, ALIBERT, GODLEWSKY et LEROLLE.

Nous examinerons, à notre prochaine séance, l'autre proposition du Directeur Général tendant à créer une allocation viagère en faveur des médecins de la S.N.C.F. qui ne sont pas ~~affiliés~~ affiliés au régime de retraites de 1911.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le Directeur Général

le 6 novembre 1939

R A P P O R T
au Comité de Direction

Notre attention a été attirée, dès la fondation de la Société Nationale, sur les différences qui existaient entre la rémunération de certains Médecins-Chefs ou Médecins-Chefs adjoints et celle de leurs Collègues des autres Régions.

Nous avons entendu, pour soumettre ces anomalies au Comité et lui proposer d'y remédier, qu'aboutisse l'étude entreprise sur la réorganisation du Service Médical.

Cette étude ayant été retardée et la guerre étant survenue, nous pensons qu'il convient de ne pas attendre davantage pour redresser, dans une certaine mesure, la situation des Médecins en cause : le tableau ci-joint donne, pour chacun des Médecins en Chef et Médecins-Chefs adjoints de la S.N.C.F. :

- 1°) sa rémunération globale,
- 2°) le temps qu'il consacre à la S.N.C.F.,
- 3°) la rémunération qui correspondrait à une activité exclusivement employée à la S.N.C.F.

Ce tableau montre que la situation de M.M. BIDERMAN, ALIBERT et GODLEWSKI est nettement au-dessous de celle de leurs Collègues de même rang.

Nous proposons, en conséquence, au Comité de nous autoriser à accorder aux intéressés, à dater du 1er septembre 1939, un supplément de rémunération qui porte leur rémunération totale aux environs des chiffres indiqués entre parenthèse sur le tableau ci-joint.

Pour des raisons analogues, nous proposons au Comité de porter de 24.000 à 27.600 fr (plus nourriture et logement) la rémunération de M. le Docteur LEROLLE, Médecin-adjoint du Sanatorium de SERICOURT.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

N o m s	Région	Rémunération globale actuelle	Temps consacré à la S.N.C.F.	Rémunération qui cor- respondrait à une acti- vité exclusivement em- ployée à la S.N.C.F.
---------	--------	-------------------------------------	---------------------------------------	--

1°) MEDECINS EN CHEF

Docteurs :				
BARTHELEMY	Ouest	103.000 fr	50%	206.000 fr
RIVET	Nord	105.000 "	75%	140.000 "
BIDERMANN	Est	78.120 " (87.000 ")	90%	87.000 " (96.700 ")
BAZY	Sud-Ouest	84.000 "	50%	168.000 "
OBERLIN	Sud-Est	123.545 "	80%	155.000 "

2°) MEDECINS ADJOINTS AUX MEDECINS EN CHEF

Docteurs :				
ALIBERT	Est	42.240 fr (50.000 ")	75%	56.000 fr (66.600 ")
RAYMONDAUD	Nord	84.000 "	100%	84.000 "
PROMANT	Ouest	115.000 "	100%	115.000 "
GILBERT-DREYFUS..	Ouest	48.000 "	30%	160.000 "
MOLLANDEN de BOISSY	Sud-Est	86.765 "	100%	86.765 "
BRISAUD	Sud-Ouest	68.000 "	50%	136.000 "
GODLEWSKY	-d°-	27.000 " (33.300 ")	50%	54.000 " (66.600 ")